

France, on dénombre pas moins de 76 conventions territoriales. C'est donc une véritable usine à gaz pour les salariés de la métallurgie» note Stéphane Gauget, secrétaire général de l'USTM de la Corrèze.

«A notre grande surprise le patronat a souhaité ouvrir des négociations pour créer un «dispositif

entreprises», poursuit-il.

Des négociations qui avancent à un rythme soutenu à raison d'une négociation tous les quinze jours et dont l'objectif est de remettre à plat tous les droits des salariés, des salaires en passant par le temps de travail, la formation, les mutuelles, la prévoyance, etc. Et c'est là que ça coince pour les USTM. «L'UIMM [la fédération patrona-

propositions syndicales. L'idée est de faire le minimum pour ensuite laisser les négociations au sein de l'entreprise. C'est une application pure et simple de la Loi El Khomri» note le syndicaliste.

Une orientation loin de rassérer l'USTM qui accuse un certain nombre de reculs déjà validés lors des négociations. «Le temps de travail pourrait être pluriannuali-

fin aux heures supplémentaires et d'ici trois ans à celles des 35 heures» déplore Stéphane Gauget. Autre inquiétude pour le syndicat : l'introduction d'un paiement au poste. «Avec cette mesure il n'y a plus de notion de diplôme de savoir-faire, ni de qualification. Il y a un gros risque de dévalorisation» note Stéphane Gauget. «Il faut absolument valoriser les di-

négociation pendant toute cette semaine.

«L'UIMM veut signer des accords d'entreprise par entreprise. Mais il faut bien voir que dans 90% des cas il n'y a même pas de syndicat. Je vous laisse imaginer le désastre! Soit il y a un rapport de force, soit il y aura une catastrophe sociale» annonce le syndicaliste.

FINANCES PUBLIQUES

Mobilisation contre les onze postes supprimés en Corrèze en 2017

Hier matin, une cinquantaine d'agents de la direction départementale des Finances Publiques se sont mobilisés à Tulle à l'appel de l'intersyndicale CGT, Solidaires, FO et CFDT et à l'occasion de la tenue du Comité Technique Local.

Dans l'entrée de la direction départementale des Finances Publiques à Tulle, onze combinaisons blanches sont disposées sur des chaises. Elles symbolisent les onze suppressions de postes qui prendront effet le 1^{er} janvier prochain sur le département, et qui se rajoutent à celles des années précédentes. «Nous étions 432 en 2010, nous sommes 366 actuellement et nous serons 355 l'an prochain», déplore Sophie Mage, déléguée CGT. Cette nouvelle vague de suppressions touche tous les échelons et différents services sur Brive et Tulle. Dans les communes, la trésorerie de Vigeois perd un poste ainsi que celle d'Argentat. Pour



Une cinquantaine d'agents rassemblés à la DDFip ont manifesté leur «ras le bol» (KB)
rappel, sept ont été fermées entre 2010 et 2016. «Les trésoreries fonctionnent à un ou deux agents, c'est intenable. C'est de la souffrance au travail», souligne la syn-

on a une conscience professionnelle». L'intersyndicale regrette aussi une réorganisation qui éloigne toujours plus les usagers de l'administration. Ainsi, des services vont être concentrés sur un seul site : plan cadastral à Tulle, contrôle fiscal à Brive, le service des évaluations des Domaines transféré à Limoges et Bordeaux... «Comme nous ne pouvons plus tout assurer, certaines de nos missions sont prioritaires», regrette Pascal Guérin de Solidaires.

Pour manifester leur opposition, les représentants du personnel ont refusé de participer au Comité Technique Local (CTL) hier matin. A la place, ils ont organisé une petite manifestation dans le hall d'accueil et ont signalé leur mécontentement à la direction. Les raisons de cette réorganisation sont toujours les mêmes d'année en année, elles sont liées à la dématérialisation. «Il faut faire des économies, un fonctionnaire ça coûte cher !», lâche Pascal Guérin.